

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

SIXIÈME SESSION

Projet de loi n^o 221

(PRIVÉ)

Loi concernant la succession de J. Donat Langelier

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JEAN-FRANÇOIS BERTRAND



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980

Projet de loi n^o 221

(PRIVÉ)

Loi concernant la succession de J. Donat Langelier

ATTENDU QUE J. Donat Langelier est décédé le 27 juin 1964 laissant un testament authentique reçu devant le notaire Julien Roy, le 16 août 1963, et deux codicilles respectivement du 21 janvier et du 26 juin 1964;

Que le testateur a essentiellement, entre autres dispositions, créé des rentes en faveur de ses enfants, Françoise, Jeanne et Maurice, transmissibles à leur décès à leurs enfants et petits-enfants, des rentes viagères en faveur d'un certain nombre de neveux, nièces et employés et des legs résiduaux en revenus en faveur des oeuvres de charité suivantes: Le Foyer de la Charité du Cardinal Léger, L'Association d'Entraide «Le Chaînon» et la Société St-Jean-Baptiste de Montréal;

Que des doutes sérieux se sont soulevés relativement à la dévolution et au partage du capital de la succession;

Que les fiduciaires et exécuteurs testamentaires ont reçu le pouvoir de faire le partage des biens de la succession;

Qu'il est à l'avantage des parties concernées de procéder au partage définitif du capital de la succession, selon les termes d'une entente intervenue devant Me Maurice Rousseau, notaire pratiquant à Montréal, le dix-septième jour d'octobre 1980, sujet à l'adoption du présent projet de loi, afin de mettre fin à la suspension de la propriété du capital de la succession et à l'indivision perpétuelle qui en résulte;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Les fiduciaires et exécuteurs testamentaires de la succession de J. Donat Langelier ont et ont toujours eu aux termes de son testament, passé devant le notaire Julien Roy le 16 août 1963 sous le numéro 11285 de ses minutes et de ses deux codicilles, soit celui du 21 janvier 1964 enregistré à Montréal et portant le numéro 1783866 et celui du 26 juin 1964 enregistré à Montréal sous le numéro 1783865, le droit de procéder à la dévolution et au partage définitif des biens formant le capital de la succession.

2. Le partage et la remise en pleine propriété du capital légué par J. Donat Langelier s'effectue de la manière suivante:

a) les exécuteurs testamentaires et fiduciaires prélèvent d'abord, à même le capital de la succession, une somme de cent vingt mille dollars, suffisante pour garantir les rentes viagères des crédirentiers, autres que les enfants du testateur;

b) cette part de capital est partagée au fur et à mesure de sa désaffectation, dans les six mois du décès de chacun des légataires particuliers, de la même façon que le reste du capital, suivant les prescriptions édictées par la présente loi;

c) cinquante pour cent de la valeur du capital restant est remis dès la sanction de la présente loi, par parts égales aux oeuvres suivantes: Le Foyer de la Charité du Cardinal Léger, L'Association d'Entraide «Le Chaînon» et la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, pour être utilisé aux fins énoncées dans le testament, ou pour la propagation du français à l'intérieur du Québec, plus particulièrement aux fins d'intégration des immigrants en milieu francophone;

d) cinquante pour cent est remis aux petits-enfants du testateur de la façon suivante:

i) cette part continue d'être détenue en fiducie par les exécuteurs testamentaires et fiduciaires ainsi que leurs successeurs, et les revenus qui en découlent sont remis aux enfants du testateur, soit Françoise, Jeanne et Maurice, en parts égales, en continuant d'observer avec adaptation, les prescriptions du testament et, particulièrement, celles qui concernent Jeanne Langelier;

ii) au décès de chacun des enfants du testateur, sa part en capital est remise en pleine propriété à son enfant ou à ses enfants ou, à défaut, à ses petits-enfants par souche, avec accroissement en faveur des deux autres enfants du testateur, si l'un des trois décédait sans enfant ou petit-enfant.

3. La masse de la succession acquitte les frais, déboursés et honoraires encourus pour l'adoption de la présente loi, sauf les impôts, quelle qu'en soit la nature et s'il y en a à percevoir, qui sont

supportés seulement par les enfants du testateur à même la part de la masse qui leur est dévolue.

- 4.** La présente loi a effet depuis le 1^{er} septembre 1980.
- 5.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.